

[Traduction]

L'hon. M. Churchill: Ne parlons pas du matériel ou des mortiers à longue portée. Quelle est la portée de ces armes, c'est ce que je veux savoir. Dites-moi exactement quelle en est la portée.

• (5.50 p.m.)

L'hon. M. Hellyer: Comme mon honorable ami le sait fort bien, puisqu'il a lui-même été ministre de la Défense nationale à une certaine époque, la portée exacte de ces armes n'est pas indiquée.

L'hon. M. Churchill: Pourriez-vous alors nous indiquer un chiffre approximatif?

L'hon. M. Hellyer: Il vous faudra, je crois, apporter plus de précision. Valcartier utilise un vaste assortiment de matériel et il faudra plusieurs terrains. Mais les superficies acquises ou que l'on est en voie d'acquérir assurent de l'espace suffisant pour les manœuvres des bataillons et des véhicules blindés, au besoin, et offrent des champs de tir pour les mortiers et autres pièces.

L'hon. M. Churchill: Le député de Springfield et d'autres membres qui ont participé au débat ont réussi à tirer du ministre l'aveu que le terrain a déjà été exproprié et que la question du prix à payer à ces gens pour leurs bâtiments et leurs fermes est en voie de négociation. Ces 25 familles, nous a-t-on informés, ont été prévenues qu'elles se trouveront dans une zone dangereuse, car il sera fait usage d'armes à longue portée d'un genre ou d'un autre pour les exercices.

En conséquence, on a menacé ces gens à la pointe d'un fusil de chasse. On leur a dit: «Vous êtes maintenant dans une zone dangereuse. Cela est regrettable, mais pour assurer votre propre protection, vous devriez déménager.» «C'est vraiment scandaleux. Vingt-cinq familles, dont les ancêtres ont habité cette région depuis 150 ans, sont brusquement contraintes de déménager par l'action arbitraire du ministère de la Défense nationale.

A mon avis, on devrait immédiatement mettre fin à cette initiative et pour plusieurs raisons, mais je vais en donner deux. L'une, c'est que le camp de Valcartier a été utilisé depuis le temps où sir Sam Hughes était ministre de la Défense et dont le ministre actuel cherche à se faire l'émule. Ce camp avait été trouvé satisfaisant pour l'établissement des champs de tir du premier contingent de la Première Guerre mondiale et, depuis lors, on l'a toujours trouvé convenable. S'il faut acquérir d'autres terrains pour les exercices de tir, à la carabine, à la mitrailleuse, aux mortiers ou pour les exercices d'artillerie, ces champs devraient se trouver ailleurs et non aux dépens de ces 25 familles. Que se passe-t-il dans cette région? Pourquoi méprise-t-on

[L'hon. M. Cadieux.]

ainsi les familles? C'est, de la part des deux ministres, de l'indifférence, de l'insensibilité de cœur.

Ni le ministre ni le ministre associé n'ont dit avoir visité la région. Ils ont annoncé que le personnel civil du ministère de la Défense nationale a enquêté et que le personnel militaire a ensuite déclaré qu'en vue du tir le village et les fermes seront dans une zone dangereuse et qu'il faut prendre les mesures nécessaires. Les familles seront donc probablement dépossédées.

Je crois que c'est là, de la part du ministère de la Défense nationale, un bel exemple de travail bâclé. Or, la plupart des intéressés sont des Irlandais. J'ai du sang irlandais et j'aimerais dire quelque chose en faveur des Irlandais, comme j'ai dit quelque chose pour défendre le régiment de la milice irlandaise de Toronto qui a été dispersé il y a quelque temps. Pourquoi le ministre en veut-il aux Irlandais? Ce sont les meilleurs combattants au monde, et il le sait bien.

Dans le cas actuel, on va exproprier des gens établis depuis 150 ans dans la région. Pour quelle raison? Pour agrandir l'emplacement d'un camp militaire. S'il y a un pays au monde en mesure de trouver des terrains inhabités pour des fins militaires, c'est bien le Canada. Les camps que j'ai visités au pays étaient tous des endroits déserts, sablonneux et dénudés, et il y en a des centaines comme cela, dont on pourrait se servir.

Si le ministre veut que les militaires puissent mettre à l'épreuve des mortiers à longue portée, portée dont il garde le secret, car les Russes pourraient la connaître, qu'il jette son dévolu sur un autre endroit et que le camp de Valcartier continue de servir, comme par le passé, à l'entraînement de base et aux exercices de tir à la carabine. Pourquoi déposséder 25 familles de cette façon? C'est un moyen détourné pour arriver à ses fins. Le ministère leur dit: «Vous vous trouvez dans une zone dangereuse. Nous regrettons de vous dire que vous devrez déménager». Le terrain en question est déjà exproprié. Pourquoi n'en a-t-on pas parlé plus tôt?

Où étaient les groupes d'étude du ministre? A-t-il reçu des conseils de ses fonctionnaires supérieurs à cet égard ou s'agit-il simplement d'un autre exemple de ses méthodes autoritaires? Je demande au ministre d'annuler ce programme immédiatement dans l'intérêt de ces 25 familles.

M. Schreyer: Monsieur le président, je ne veux pas me montrer vindicatif à cet égard mais, à mon sens, lorsque le ministre associé déclare qu'il faut d'abord prendre des mesures d'expropriation et entamer des négociations ensuite pour éviter que les terrains donnent lieu à des spéculations, il s'agit d'une excuse donnée communément par les